Armes nucléaires

De toute évidence, il faut signaler à la députée de Leeds—Grenville que si le coût des armements était de l'ordre de 30 milliards il y a une vingtaine d'années, il dépasse maintenant largement les 300 milliards; on l'estime même à 500 milliards. La députée voudrait-elle comparer le coût du référendum qui la préoccupe au coût annuel des armements?

La députée croit-elle toujours qu'il faut éviter d'avoir recours à un référendum pour exercer sur les hommes politiques qui prennent ces décisions importantes la pression nécessaire pour les convaincre et leur montrer que l'opinion publique au Canada et ailleurs veut que l'on essaie d'instaurer une zone dénucléarisée globale, en raison des frais qu'entraîne ce genre de mobilisation de l'opinion publique, car c'est essentiellement l'objet d'un référendum?

Certes, il faudrait le tenir dans bien plus d'un pays. Comme l'a dit Projet Ploughshares à plusieurs reprises depuis quelques années, un tel référendum ne se tiendrait pas seulement dans les municipalités et les provinces du pays, mais dans tous les pays où la perspective d'une dénucléarisation mondiale semble extrêmement souhaitable.

Je voudrais guider la députée de Leeds—Grenville à travers le texte d'un livre écrit il y a 20 ans par l'ancien premier ministre, Lester Pearson, et en particulier à travers le chapitre intitulé: «L'équilibre de la terreur», où l'on rencontre une autruche austère. Il dit:

«Une autruche austère d'une autorité hautaine exposait un jour à de jeunes autruches ce qui faisait la supériorité de leur espèce sur toutes les autres».

Ce sont les premiers mots d'une des fables de notre temps par James Thurber, au sujet d'une conférence d'autruches qui cherchaient à savoir pourquoi elles ne pouvaient pas voler. Un jeune impatient, Olivier de son prénom, se plaignait amèrement de ce que l'homme, un mammifère, pouvait voler assis, alors que les autruches, des oiseaux, ne pouvaient pas voler du tout.

Une vieille autruche regarda sévèrement Olivier, d'un oeil d'abord, puis de l'autre. «L'homme vole trop vite pour un monde qui est rond», dit-elle. «Très bientôt, il va se rattraper et nous aurons alors une belle collision arrière. L'homme ne saura même pas que ce qui a frappé l'homme par l'arrière, c'est l'homme.»

Dans son livre intitulé *Peace in the Family of Man*, Lester Pearson concluait:

Pour l'instant, nous avons évité la collision arrière, mais nous ne devrions pas être trop fiers d'y avoir échappé.

En déclarant à la fin de son discours que nous ne devrions même pas envisager un référendum parce que ce serait trop coûteux, la députée de Leeds—Grenville a fait preuve d'un très grave excès de confiance.

En examinant le contenu et le mérite de cette motion, dont nous devrions être redevables au député de Beaches (M. Young), il nous faut réfléchir à la peur véritable d'un conflit nucléaire qui existe dans le monde et au Canada. Nous savons que sans un changement sur la scène internationale, nous devons vivre encore longtemps avec cette crainte. C'est pourquoi la population en est venue à demander qu'il y ait dans le monde des zones libres d'armes nucléaires. Cette demande est tout à fait légitime, et c'est pourquoi les politiciens en viennent à inscrire des motions en ce sens au Feuilleton.

La question qu'il faut poser est la suivante: jusqu'à quel point la mesure proposée par le député de Beaches pourrait-elle inciter d'autres nations à faire de même, surtout les nations les plus puissantes qui sont engagées dans la course aux armements, véritable course à la mort, et parallèlement, engagées dans des négociations visant à contrôler l'arsenal nucléaire et, l'espère-t-on, à le réduire?

De nombreux facteurs entrent en ligne de compte. Comme le déclarait Lester Pearson dans *Peace in the Family of Man*, nous devons viser comme objectif la limitation progressive des armes en commençant par le gel aux niveaux actuels des arsenaux et des différentes catégories d'armes, l'interdiction de la mise à l'essai de nouvelles armes, l'adoption de mesures internationales de contrôle et d'inspection, et l'interdiction du déploiement de systèmes de missiles anti-missiles balistiques.

On pourrait en dire long sur ces questions dans n'importe quel débat, mais il ne faut pas oublier que, en fin de compte, pour franchir les trois étapes dont j'ai parlé, il faudrait renouer le dialogue Est-Ouest et remettre à l'honneur le terme «détente», qui est disparu des dictionnaires de la diplomatie. Au bout du compte, c'est ce qui fera naître ce semblant de confiance mutuelle qui doit être à la base du désarmement nucléaire. Il y a 20 ans, M. Pearson a dit:

Il y a des gens au Kremlin, et il y en a sûrement au Pentagone également, qui voient dans la puissance militaire un moyen de persuasion regrettable. A leurs yeux, ce n'est pas un moyen pour s'entendre, mais une menace utilisée pour atteindre un objectif politique.

Cette influence se manifeste d'une autre manière. Dans sa dernière allocution télévisée, le Général Eisenhower a pris la peine d'en parler: «Nous avons été poussés, a-t-il dit, à créer une industrie de l'armement permanente et de vastes proportions... Cette conjonction d'un appareil militaire considérable et d'une grosse industrie de l'armement est un fait nouveau dans l'expérience américaine... Dans les cercles du pouvoir, nous devons nous prémunir contre l'influence que le complexe militaire et industriel, qu'il le recherche ou non, risque d'acquiescer. Le danger qu'un pouvoir mal placé prenne des proportions catastrophiques est bien réel, et il persistera. Nous ne devons jamais laisser cette alliance menacer nos libertés ni le processus démocratique.»

Le président Eisenhower était bien placé pour savoir que ce genre de complexe militaro-industriel est en mesure d'influer sur la politique nationale et risqué de chercher à le faire de plus en plus.

Et M. Pearson de conclure:

Même si nous croyons que la crainte qu'ont les Russes d'une menace de l'extérieur est essentiellement paranoïaque, nous devons comprendre que, de leur point de vue, elle n'est pas sans fondement.

D'une façon ou d'une autre, nous devons persuader les Russes et leurs amis que nous avons en commun non seulement des craintes, mais aussi des intérêts; que l'intérêt primordial que nous avons en commun est celui d'éviter la guerre, qu'elle résulte d'un calcul ou, ce qui est plus probable, d'un accident; une guerre qui pourrait tous nous détruire. Si cette politique paraît utopique, qu'on m'en propose une meilleure.

Alors même que nous participons au débat ici, nous savons que nous faisons partie d'une collectivité mondiale dont les dépenses militaires se chiffrent dans les centaines de milliards de dollars. Et pendant que cela se poursuit, la députée de Leeds—Grenville fait une déclaration alarmante sur un sujet si important.